

Unité inter-départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY d'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY d'ANJOU, le 08 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PERFORMANCE ENVIRONNEMENT

Route de Champigny
DAMPIERRE SUR LOIRE
49400 Saumur

Références : EC-2023-55-INSP-PERFORMANCE ENVIRONNEMENT-Dampierre-sur-Loire-RAP
Code AIOT : 0006302292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement PERFORMANCE ENVIRONNEMENT implanté Route de Champigny DAMPIERRE SUR LOIRE 49400 Saumur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection se déroule dans le cadre d'une action régionale de la Dreal Pays de la Loire concernant le risque incendie sur les ICPE (installations classées pour l'environnement).
Le site a subi un incendie en juin 2018 au niveau du bâtiment de tri. Ce bâtiment a été reconstruit en 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERFORMANCE ENVIRONNEMENT
- Route de Champigny DAMPIERRE SUR LOIRE 49400 Saumur
- Code AIOT : 0006302292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement a pour activité :

- la mise à disposition chez les clients de contenants permettant le tri 7 flux;
- le tri des métaux, déchets industriels, bois, papier, carton, verre;
- la mise en balle de déchets plastiques, cartons, ficelles.

Le site dispose d'un centre de tri équipé d'une presse à balles, et d'un entrepôt de stockage de déchets conditionnés prêts à l'expédition.

Performance Environnement a contractualisé avec l'éco-organisme Adivalor pour la mise en balles de déchets agricoles (bâche plastique, ficelle, film de paillage, big bag, filet anti-grêle, etc).

Le site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral du 4 juin 1996 et d'un arrêté complémentaire du 18 novembre 2011 qui a notamment mis à jour le tableau des rubriques et acté de la capacité de transit du site à hauteur de 16 000 tonnes de déchets par an.

Suite à un incendie du bâtiment de tri survenu en juin 2018, Performance Environnement a déposé un dossier à connaissance le 22 novembre 2018 pour la reconstruction d'un bâtiment et la mise à jour de sa situation administrative. Un dossier acte de la préfecture de Maine et Loire, en date du 17 janvier 2019, a acté la nouvelle situation administrative du site. Ainsi, l'établissement relève depuis juin 2018, du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2714-1. Les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2711, 2713, 2714 ou 2716 de la nomenclature des ICPE s'appliquent donc de plein droit.

L'entreprise compte 20 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'activité du site a évolué depuis le porter à connaissance (PAC) de novembre 2018. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'adresser un nouveau PAC à l'attention de la préfecture de Maine et Loire sous 6 mois. Ce PAC devra décrire les nouveaux équipements, les nouvelles activités du site et comporter une étude de dangers. En particulier, le dossier justifiera que le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques au sens de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 (rubrique 2714 - enregistrement).

A cette occasion, l'exploitant devra se positionner sur son classement au titre de la rubrique 1532 : stockage de bois ou de matériaux combustibles.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
4	Déchets interdits	Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 3C4	/	Sans objet
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 4 A 2	/	Sans objet
7	Rejet d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/	Sans objet
8	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6	/	Sans objet
9	Bilan annuel d'activité	Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 7.4	/	Sans objet
10	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 8.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 8.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	/	Sans objet
3	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	/	Sans objet
6	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs de l'évacuation des déchets interdits sur site vers les filières de traitement adéquates et dûment autorisées.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant sous 1 mois de :

- transmettre les derniers résultats de mesure de la qualité des effluents rejetés dans le milieu naturel;
- transmettre les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu du centre de tri;
- transmettre les attestations de formation du personnel concernant la sécurité en général et le risque incendie en particulier.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant sous 3 mois de :

- transmettre un plan des réseaux à jour;
- identifier sur le terrain les différents équipements relatifs à la gestion du bassin de rétention (obturateur, perche, pompe de relevage, etc...);
- mettre en place un stock de sable ou de matériaux assimilés;
- réaliser le contrôle électrique sur les nouveaux équipements.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant sous 6 mois de :

- mettre en place un système de détection automatique et d'alarme incendie pour le centre de tri.

L'inspection demande à l'exploitant la transmission du bilan annuel d'exploitation au titre de l'année 2022 avant le 31/03/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none">1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérifications périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur.</p> <p>L'exploitant dispose d'une réserve incendie de 240 m³ en place depuis 2011 (APC DIDD – 2011 ,n°472 du 11/11/2011).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les 17 plans d'évacuation et d'intervention de chaque zone du site. Chaque plan indique :</p> <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité;- la localisation des évacuations;- les numéros d'urgence;- la localisation de la zone vis-à-vis de l'ensemble du site;- une légende pour l'identification des extincteurs, zone à risque de chute, le local électrique, la sortie de secours, le point de rassemblement, la localisation des produits nocifs/inflammables/comburants, commande de désenfumage, déclencheur d'alarme incendie, etc... <p>Chaque plan est affiché à l'entrée de la zone associée.</p> <p>Le plan d'évacuation du centre de tri indique la présence de 3 déclencheurs d'alarme incendie, de</p>

<p>2 commandes de désenfumage et de 8 extincteurs.</p> <p>Le plan d'évacuation du hall de stockage des déchets indique la présence de 14 extincteurs uniquement.</p> <p>L'exploitant a transmis le certificat Q4, attestant en date du 17/02/2022, que les extincteurs sont conformes et maintenus selon les exigences du référentiel APSAD R4.</p> <p>Le site dispose d'une réserve incendie (bâche souple) d'une capacité de 300 m3. L'exploitant a transmis le rapport du SDIS de vérification et réception de la réserve, en date du 27/03/2019.</p> <p>La zone ne dispose pas de poteau incendie extérieur au site.</p> <p>Les bâtiments ne disposent pas de détection incendie, seul le centre de tri dispose d'alarme incendie à déclenchement manuel.</p> <p>Le site ne dispose pas de réserve de sable ou de matériaux assimilés.</p> <p>En dehors des heures d'ouverture, la surveillance du site est assurée par un locataire habitant au dessus des bureaux de l'entreprise, sur l'enceinte ICPE.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en place un stock de sable ou de matériaux assimilés dans le délai de 3 mois; - mettre en place sous 6 mois un système de détection automatique et d'alarme incendie au niveau du centre de tri.
<p>Observations :</p> <p>L'organisme certificateur Q4 propose dans son rapport du 17/02/2022 qu'une formation sur les extincteurs soit délivrée au personnel du site. (voir point de contrôle n°10)</p> <p>Le nombre d'extincteurs indiqué sur le plan d'intervention (6) diffère de celui du plan d'évacuation (14). Il a lieu de mettre à jour les plans.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les consignes d'exploitation suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vidage de compacteur, de benne; - prise en charge des films d'enrubannage et ensilage; - protection du personnel en cas d'arrêt d'urgence sur la presse à balles; - stockage des produits triés et/ou conditionnés; - suivi du bassin de rétention; - isolement de déchets interdits sur site; - sécurité incendie; - entretien des séparateurs d'hydrocarbures. <p>Ces consignes ayant été transmises après l'inspection, leur pertinence n'a pas été regardée à ce stade.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none">- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : L'inspection a constaté que les déchets suivants étaient stockés en extérieur dans des alvéoles : <ul style="list-style-type: none">- ferraille issue de déchetteries en attente de séparation du platine et de la ferraille à cisailier;- palettes de bois de classe A et B en attente de tri;- DIB en attente de tri;- emballage plastique;- verre en attente d'évacuation;- tuyaux d'irrigation (non conformité dans le cadre du contrat avec Adivalor);- big bag en attente de mise en balle;- bidons plastiques en attente de tri;- déchets dit ultimes en attente d'évacuation;- biodéchets et ordures ménagères en provenance notamment de l'école militaire de Saumur. L'inspection n'a pas constaté de stock de déchets à trier à une hauteur supérieure à 6 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déchets interdits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 3C4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets interdits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont interdits dans les installations les déchets suivants : - les ordures ménagères brutes et déchets animaux et végétaux fermentescibles.
Constats : L'inspection a constaté la présence de sacs noirs plastiques contenant des ordures ménagères et autres biodéchets. L'exploitant déclare qu'ils proviennent notamment de l'école militaire de Saumur. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant l'évacuation le plus rapidement possible et n'excédant pas 24 heures des ordures ménagères et biodéchets interdits sur ce site. L'exploitant transmet les justificatif de l'évacuation de ces déchets dans un délai maximal de 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 4 A 2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le schéma des réseaux d'eau du site doit être établi et régulièrement mis à jour.
Constats : L'exploitant a transmis le plan des réseaux daté du 13/02/2020. Ce plan n'indique pas la présence de l'obturateur d'isolement permettant de confiner les eaux dans le bassin de rétention en cas de pollution. Le réseau d'évacuation des eaux du bassin vers le milieu naturel et la pompe de relevage associée ne sont pas mentionnés. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois un plan des réseaux à jour. L'exploitant doit également identifier sur le terrain les différents équipements relatifs à la gestion du bassin de rétention (obturateur, perche, pompe de relevage, etc...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le bassin de rétention d'une capacité de 700 m³ n'est pas étanche puisque 2 trous dans la bâche sont visibles (environ 1500 et 200 cm²). Une odeur d'hydrocarbures est perceptible.</p> <p>Après l'inspection, l'exploitant a entrepris la réparation de la géomembrane du bassin de rétention en joignant des photos des réalisations en date du 27/02/2023. L'exploitant a également vidé le bassin et fait évacuer son contenu. Les BSD qui attestent de l'évacuation ont été transmis (BSD-20230227-CFZBZXWZ8 et BSD-20230227-DXWHFS1T8 datés du 27/02/2023).</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection observe que la plateforme permettant d'isoler les eaux du bassin vers le milieu naturel n'est pas sécurisée. Lors de la manipulation pour fermer l'obturateur, le risque de chute dans le bassin est réel du fait du positionnement de la plateforme et de l'absence de garde-corps. L'inspection rappelle à l'exploitant que le bassin doit être équipé d'une bouée de sauvetage et/ou d'une échelle de corde et l'accès au bassin doit être sécurisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejet d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305) flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j : 100 mg/l flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j : 35 mg/l DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314,)flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j : 300 mg/l, flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j : 125 mg/l</p> <p>Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence) Arsenic et ses composés (en As) 7440-38-21369 - 25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j Cadmium et ses composés 7440-43-91388 - 25 µg/l Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)7440-47-313890,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l) Cuivre et ses composés (en Cu) 7440-50-813920,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j Mercure et ses composés (en Hg) 7439-97-61387, 25 µg/l Nickel et ses composés7440-02-013860, 2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j Plomb et ses composés (en Pb) 7439-92-113820 ,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j Zinc et ses composés (en Zn) 7440-66-613830, 8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j Fluor et composés (en F) (dont fluorures), 15 mg/l Indice phénols 108-95-2144, 00,3 mg/l Cyanures libres 57-12-51084, 0,1 mg/l Hydrocarbures totaux-7009, 10 mg/l Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) 1117, 25 µg/l (somme des 5 composés visés) [Benzo(a)pyrène 50-32-81115 - Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène205-99-2 / 207-08-9-Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène191-24-2 / 193-39-5] Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)-1106, 1 mg/l</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre sous 1 mois les derniers résultats sur la qualité des effluents rejetés dans le milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des bâtiments
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble de la structure est R15 ; - les matériaux sont de classe A2s1d0 ; - les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3). <p>Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matériaux de classe A2s1d0 ; - murs extérieurs E 30 ; - murs séparatifs E 30 ; - portes et fermetures E 30 ; - toitures et couvertures de toiture BROOF (t3) <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu du centre de tri.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre sous 1 mois les justificatifs.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Bilan annuel d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Bilan annuel d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au plus tard le 1 ^{er} mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspecteur des installations classées un bilan d'activité du centre de tri pour l'année précédente précisant par catégorie de déchets : — les quantités reçues en distinguant les déchets d'emballage soumis aux dispositions du décret du 13 juillet 1994, - l'aire géographique concernée par la collecte des déchets, — les quantités valorisées en distinguant les déchets d'emballage soumis aux dispositions du décret du 13 juillet 1994, — les modes de valorisation et la destination , — les quantités mises en décharge et les lieux de stockage.
Constats : L'exploitant s'est engagé à transmettre le bilan d'exploitation 2022 pour le 31/03/2023 .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit constituer et former une équipe de première intervention qui est opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture des installations.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre la liste des formations réalisées par son personnel. L'exploitant a transmis par mail après l'inspection, le compte rendu de vérification périodique des extincteurs daté du 17/02/2022. Le compte-rendu conclut une formation sur les extincteurs comme amélioration. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre sous 1 mois les attestations de formation du personnel concernant la sécurité en général et le risque incendie en particulier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur et entretenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins une fois par an par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis le certificat Q19 daté du 03/01/2023. Le contrôle réalisé par thermographie infrarouge ne révèle aucune anomalie sur les matériels mentionnés dans le rapport. L'exploitant a transmis le certificat Q18 daté du 10/11/2022. Le rapport indique que des modifications et ajouts de tableau électrique et de circuit de distribution ont été réalisés depuis le dernier contrôle du 02/09/2021. Ces modifications et ajouts doivent faire l'objet d'une Visite Initiale Modification Structure (VIMS). L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser la VIMS des nouveaux équipements sous 3 mois .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet